

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Virés !

En février, le nouvel actionnaire majoritaire de *La Tribune* annonce la suppression du service de macroéconomie et Romaric Godin, qui analyse les politiques économiques des pays membres de l'Union européenne, quitte le journal peu après. Viré pour hétérodoxie.

En mai, Olivier Delamarche, analyste financier, est écarté de l'antenne de *BFM Business* sur laquelle il débattait depuis 2009. Viré pour hétérodoxie.

En juin, Natacha Polony apprend que l'émission *Polonium* qu'elle présente sur *Paris Première* est supprimée et reçoit une lettre de licenciement sans entretien préalable d'Europe 1, où elle présentait notamment une revue de presse. Virée pour anticonformisme.

Ces évictions ne sont pas le fruit d'un complot. Chacun fait le ménage dans son coin et c'est l'ensemble de la scène médiatique qui se trouve nettoyée - avec effet garanti sur les jeunes gens qui seraient tentés par des manifestations publiques de dissidence.

Des personnalités sont frappées, des émissions sont supprimées, mais la pensée critique se diffuse sur la Toile où le samizdat anti-oligarchique tient des positions inexpugnables.

Histoire politique

Vie et mort des droites

Entretien

Alain
Boublil

p. 2

Trump

Il veut
l'apartheid

p. 9

Une défaite à la Pyrrhus

Madame May a-t-elle gagné ou perdu ? Lors des élections aux Communes anticipées du 8 juin dernier, le parti conservateur est arrivé en tête avec 318 sièges (- 13 sièges), le Labour, arrivé deuxième, en a obtenu 262 (+32) loin devant les Libéraux-démocrates qui avec 12 sièges en ont cependant gagné trois. Le chef du gouvernement britannique a donc échoué à atteindre la majorité absolue (326 sièges). Mme May serait-elle donc le grand perdant de ces élections ?

Lorsque le 18 avril dernier, le Premier Ministre britannique convoque des élections générales, elle espère obtenir une majorité absolue consolidée à la Chambre des Communes afin d'aborder les négociations sur le Brexit qui débutent le 19 juin en position de force. C'est un échec. Son parti est certes majoritaire aux Communes mais il n'a plus la majorité absolue. Il lui manque 8 sièges. Certes le parti unioniste nord irlandais va lui apporter les voix manquantes, mais le gouvernement dépend désormais de la bonne volonté de ce petit parti ultraconservateur, mais hostile au hard Brexit. Au-delà, c'est l'autorité de Mme May sur le parti conservateur qui se trouve mise en cause.

Est-ce dès lors le début de la fin pour Mme May ? C'est aller peut-être un peu vite en besogne. Le

parti conservateur n'a guère intérêt à faire tomber son leader. De nouvelles élections s'en suivraient qui seraient sans doute fatales aux conservateurs.

Par ailleurs le parti conservateur n'est pas le seul perdant de ces élections. Les nationalistes écossais subissent un revers cuisant puisqu'ils perdent 19 sièges et la plupart du temps au profit des conservateurs. Les gesticulations de Mme Sturgeon au lendemain du référendum sur le Brexit, ses appels à un nouveau référendum sur l'indépendance écossaise, ses visites à Bruxelles pour rappeler l'ancrage européen de l'Écosse n'ont pas été du goût de tous, même si les Écossais ont voté majoritairement contre le Brexit. N'en déplaise à Mme Sturgeon, elle n'est pas encore Premier Ministre d'une Écosse indépendante.

La défaite d'Alex Salmond, ancien premier ministre écossais à l'origine du premier référendum sur l'indépendance de l'Écosse, a valeur de symbole. Quant aux Libéraux-Démocrates, ils payent toujours leur ancienne alliance avec les conservateurs et Nick Clegg lui-même vice Premier Ministre du premier gouvernement Cameron n'est plus l'élu de Sheffield. Avec 12 sièges ils pèsent à peine plus que les unionistes nord-irlandais (10 sièges). Crier « L'Europe, l'Europe, l'Europe » n'a pas suffi.

Ce sont les Travailleurs qui sortent grands vainqueurs de cette élection, même s'ils n'ont pas la

majorité. Ils obtiennent 262 sièges et en gagnent 32 par rapport à la précédente législature. Cette victoire doit cependant être appréciée à sa juste mesure. Malgré leur nette progression, ils ne sont pas majoritaires aux Communes et arrivent assez nettement derrière le parti conservateur. Ensuite cette progression n'est pas sans ambiguïté. Est-ce le fruit du soutien d'une jeunesse pro-européenne ? Ou plutôt de la condamnation des politiques d'austérité menées par les gouvernements britanniques depuis Mme Thatcher ? Ou bien les deux même s'ils ne sont pas nécessairement compatibles ? En tous cas, la presse française libérale ne tarit plus d'éloge sur M. Corbyn qu'elle conspuait il y a quelques semaines encore.

L'ancien trotskyste, sectaire, dépassé, pro-Chavez est devenu un leader sympathique, proche des gens, bon débatteur et qui a su montrer du doigt ce qui ne marche pas dans une société britannique en proie aux inégalités croissantes et aux infrastructures abîmées. Pour un peu, elle ferait le deuil de M. Blair, de son « modernisme » à la Giddens.

Si les principaux partis britanniques ont autant de raisons de se réjouir que de se plaindre des résultats de ces élections et s'il est très prétentieux à ce stade de prédire l'avenir politique de Mme May et de son gouvernement, il n'en reste pas moins que le Royaume-Uni s'interroge sur son avenir. Curieux destin pour un pays que l'on ne cessait de nous présenter comme un modèle indépassable de mondialisation heureuse.

Marc SÉVRIEN

SOMMAIRE

P 1 Cible : Virés ! - P 2 : Grande-Bretagne : Une défaite à la Pyrrhus P 3 : La logique des blocs - Écho des blogs : - P 4 : Climat : Trump pour l'apartheid - P 5 : Diplomatie: Sous la Régence - P 6 - 7 : Entretien avec Alain Boubilil : « La mondialisation est l'excuse des nuls » - P 8 : Histoire politique : Vie et mort des droites - P 9 : Idées : Comprendre la Ve République - P 10 : Vie et mort des droites- P 11 : Brèves : Irak, Brésil, Cambodge, Serbie - Souscription - Mercredi - P 12 : Éditorial : Face au bloc oligarchique .

La logique des blocs

Il y a débat sur la nature du bloc social et idéologique qui a été constitué par Emmanuel Macron. Bloc bourgeois ? Bloc élitaire ? Il nous semble pertinent de désigner un bloc oligarchique.

Pour la plupart des Français, le clivage entre une droite et une gauche est une donnée quasi-naturelle de la vie politique. Depuis le début du siècle, la distinction s'est progressivement estompée, au fur et à mesure que les grands partis de gauche et de droite s'alignaient sur l'idéologie ultralibérale. Ce faisant, la base sociale de la gauche – les ouvriers et les employés – s'est progressivement rétrécie et a disparu entre 2012 et 2017 tandis que la base sociale de la droite classique continuait d'apporter un soutien résolu à l'ultralibéralisme. L'opposition de deux fractions de l'oligarchie – « socialiste » et chiraco-sarkozyste – avait effectivement reflété des antagonismes sociaux majeurs jusqu'au décrochage hollandiste.

Ce résumé très schématique permet de comprendre le phénomène Macron comme projet électoralement réussi de fusion entre la droite et la gauche oligarchiques dans La République En Marche. Un bloc s'est constitué, qu'il s'agit de définir. L'économiste Bruno Amable évoque un bloc bourgeois composé de groupes sociaux diplômés et aisés appartenant à la fonction publique et au monde de l'entreprise qui se retrouvent autour d'Edouard Philippe (rallié de droite), de François Bayrou (centriste) et de Gérard Collomb (rallié « socialiste ») sous l'égide du président Macron qui fit pour la gauche la politique ultralibérale de la droite.

Le politologue Jérôme Sainte-Marie estime quant à lui que la notion de « bloc bourgeois » a l'inconvénient d'« assimiler des millions de Français qui le soutiennent à une condition sociale qui n'est pas la leur » (*Le Figaro* du 16 juin) et préfère désigner un bloc élitaire composé des élites, des candidats à l'élite et de ceux qui estiment nécessaire d'obéir aux élites. Jérôme Sainte-Marie reconnaît qu'il mélange l'objectivité et la subjectivité. Il nous paraît préférable d'évoquer la constitution d'un bloc oligarchique réunissant l'élite du pouvoir, des affaires et des médias qui forme une classe mobilisée pour la défense et l'élargissement de ses privilèges.

En face, point de « bloc populaire » mais des électeurs très fracturés (Front national, France insoumise, vote blanc, abstention...) qui ont formé au premier tour des législatives un « archipel du refus » selon l'image employée par Jérôme Sainte-Marie puisque 66% des ouvriers, 61% des employés et 64% des jeunes se sont abstenus. Dans la guerre de classes, le bloc oligarchique minoritaire mais cohérent est nécessairement vainqueur contre ses ennemis majoritaires mais dispersés.

Sylvie FERNOY

La liquidité du macronisme

Sur le site *Causeur* (1), Arnaud Benedetti, professeur-associé à La Sorbonne, nous livre une lecture originale et intéressante, mais aussi inquiétante, du macronisme et d'Emmanuel Macron, président, selon lui, de « la société liquide ».

L'auteur nous décrit la « nouveauté » du futur Parlement : « Ce nouveau monde qui surgit sur les bancs du vieil hémicycle sera jeune, bien sûr ; et aussi bienveillant, c'est-à-dire sympa ! Et puis optimiste, débarrassé des vieilleries qui encombrant nos esprits depuis des lustres – la droite, la gauche, les clivages, et ce je-ne-sais-quoi qui, à force de protéger, nécrose l'irrépressible envie d'initier, de créer, de développer... [...] Il sera enfin fluide, interactif, admiratif, un peu béat, souvent communicant, toujours inclusif. » qu'il résume par une phrase lapidaire : « Ainsi va le macronisme, cette injonction à être heureux, à croire au présent, au bonheur – un bonheur économique essentiellement, où il y a peu de place pour l'interrogation existentielle, métaphysique et même... historique. »

Puis l'auteur se livre avec une certaine justesse à un décodage fouillé et précis de la vision macronienne du monde : « Le macronisme est l'avatar politique d'une société qui ne se refuse rien, qui ne se pose aucune limite... [...] Le mouvement en est le ressort comme si le nouveau monde s'opposait à l'ancien par une indétermination ontologique de toutes les formes, bien établies elles, qui nous ont précédées : du genre au statut professionnel, de l'identité aux valeurs, tout est relatif, transitoire, précaire évidemment, en transformation perpétuelle. [...] Le macronisme est la première traduction politique de cette « société liquide » prophétisée par le sociologue Zygmunt Bauman. » Il souligne que le macronisme « n'est pas un parti, mais un... mouvement. Ce qui suppose qu'[il] est mu par une force motrice dont les ressorts sont des mégas faits de structure : l'immigration dont la traduction politique s'incarne dans l'éloge de la diversité, la mondialisation dont l'horizon institutionnel s'objective dans le fédéralisme européen, la financiarisation de l'économie dont l'ubérisation est le modèle. Les soubassements du macronisme s'adosent ainsi [...] à une soumission à quelques grandes tectoniques déstructurantes... » et nous dévoile les véritables objectifs de cette « pensée » qui sont de « nous faire accepter, « à l'insu de notre plein gré », une certaine conception d'une société toute acquise aux oligarchies... », « pensée » faussement « nouvelle » puisqu'elle « reproduit avec malice les vieilles recettes d'un des pères fondateurs et théoricien des relations publiques, Edward Bernays, qui voici plus de 80 ans considérait que « la fabrique du consentement » était l'objectif des communicants pour légitimer le pouvoir exclusif des élites. »

Loïc de BENTZMANN

(1) <http://www.causeur.fr/macron-legislatives-en-marche-societe-44852>.

Trump pour l'apartheid

La décision de Donald Trump ne changera rien à l'évolution du climat mondial. Ses conséquences sont à attendre dans une redéfinition éthique des relations internationales.

Soyons clairs : nous savions de toute façon que les objectifs fixés par la COP 21 (limitation du réchauffement à 2 degrés) ne pourraient être atteints eu égard aux engagements respectifs des pays signataires. Par ailleurs ceux des acteurs américains qui veulent que les accords s'appliquent feront l'effort nécessaire, indépendamment des choix de la Maison-Blanche, avec l'aide d'États, de villes ou d'entreprises comme la Californie, New York ou Microsoft. A l'opposé, rien n'aurait pu forcer les climato-sceptiques américains à se conformer aux contraintes de l'accord. Avec ou sans COP21, l'impact des États-Unis sur l'environnement mondial restera donc à peu près inchangé. Mais cette décision va tout de même être lourde de conséquences. Alors, pourquoi l'avoir prise ?

Les États-Unis font le choix délibéré d'une politique isolationniste. C'est une nouvelle phase d'application de la doctrine Monroe, mais dans une variante où le pays entend continuer à diriger étroitement l'économie mondiale. Tout en gardant sa vision messianique universelle, l'Amérique ne veut plus se soucier de la vie des habitants de la planète. Nous savions le mode de vie américain non négociable, Donald Trump nous confirme qu'il a « été élu pour représenter les habitants de Pittsburgh, pas de Paris ».

Voilà donc un système nouveau qui tente de satisfaire à la fois le besoin de mainmise sur l'économie mondiale sans laquelle l'activité des États-Unis s'effondrerait, et l'isolationnisme des américains qui ne

veulent plus entendre parler d'un monde compliqué et incompréhensible, plein de guerres, d'écologie, de musulmans, de terroristes, de famines, d'immigrants, bref : de problèmes.

Ce choix passe par l'autosuffisance énergétique. Une telle décision impose de produire dans le pays entre dix et quinze millions de barils par jour. Dans ces conditions, pas d'autre solution que de poursuivre l'extraction du gaz de schiste, d'extraire le pétrole du Grand Nord et d'en faciliter le transport par oléoduc depuis l'Alberta. Ce qui passe nécessairement par l'élimination des normes antipollution, donc par la dénonciation des accords de la COP 21. Mais comme il est difficile de présenter les choses sous cet angle, on va s'appuyer sur le climato-scepticisme et la défense des intérêts des habitants de Pittsburgh.

Il faut en effet se rappeler la mentalité américaine pour comprendre la relation de la population avec l'écologie. Hors des grands centres urbains, elle reste fondamentalement climato-sceptique, mais pas pour les raisons que nous invoquons en Europe. L'américain est un nomade circulant librement dans son sous-continent. Il n'a pas, avec le terroir, les relations intimes de l'européen.

Les villes champignons et les villes fantômes sont typiques des États-Unis. Et il ne s'agit pas que de folklore : une ville comme Detroit, par exemple, est passée de 300 000 habitants en 1900 à près de deux millions en 1960 puis 700 000 en 2015. On s'installe là où il y a une activité, et l'on s'en va quand il n'y en a plus. Cela crée une relation particulière avec la pollution : si le lieu devient par trop pollué, on ne le restaure pas, on le quitte pour une région « vierge » ailleurs dans le pays, car la nature sauvage n'est jamais loin. L'américain n'a pas, au contraire de l'européen, le senti-

ment d'une responsabilité forte sur l'écosystème.

Alors quels effets cette décision aura-t-elle sur les États-Unis ?

Des effets écologiques. Il y aura évidemment un problème de pollution « interne », avec les dégâts que provoque l'extraction des gaz de schiste, du pétrole du Grand Nord, du charbon, etc. Plus grave, on peut craindre un effet d'entraînement, car d'autres nations pourront s'appuyer sur ce précédent pour se libérer de leurs engagements.

Des effets économiques, puisque les entreprises américaines se trouveront libérées des contraintes juridiques liées au respect de l'environnement. Voilà probablement le plus grand risque pour la planète : rien, pour l'économie mondiale, ne prévaut sur la compétitivité, et l'avantage au moins-coûtant oblige tous les concurrents, donc les pays, à une course acharnée à la réduction des coûts, menant droit aux désastres écologiques et sociaux que l'on sait.

Des effets diplomatiques bien sûr : une perte de leadership, comme l'a bien vu la Chine qui s'est empressée de prendre la place laissée vacante par le retrait américain ; et un risque de suractivité militaire « compensatoire ». Mais d'autres dans ces colonnes analyseront ces points mieux que moi.

Enfin - surtout - une conséquence éthique grave. Les États-Unis construisent, au propre et au figuré, un mur entre eux et le reste du monde. On pourrait en rester là, et prendre acte de leur retrait du monde. Mais c'est impossible, car s'ils refusent d'assumer les conséquences de leurs activités sur la planète, ils ne se privent pas de l'exploiter. La porte est alors ouverte vers l'apartheid mondial, où quelques pays riches continueront d'exploiter à leur bénéfice exclusif un monde soumis, du fait de leur politique, à des conditions de vie de plus en plus difficiles, dans un environnement où les ressources s'amenuisent.

François VILLEMONTÉIX

Sous la Régence

Poutine fut à Versailles. Il aurait dû être à Taormine et même à Bruxelles. Il eût mieux fait de ne pas venir en France. Il n'a rien obtenu. Il s'est convaincu qu'il n'y aurait aucune alliance.

Peut-être l'annonce et le cadre poussaient-ils à l'optimisme. Ceux qui espéraient un miracle le 29 mai sont tombés de haut. Ce fut un non-événement qui donne à réfléchir. Pourquoi Poutine est-il venu en France dès le lendemain des grands sommets occidentaux ? Pourquoi Macron l'avait-il invité en la circonstance ? Venant immédiatement après une semaine diplomatique si chargée dont Trump et Macron avaient tenu la vedette, l'effet produit ne pouvait qu'être relativisé. Chacun était embarrassé de l'autre. N'aurait-on pas pu attendre comme avec Trump une entrevue plus informelle, par exemple durant le sommet du G 20 qui se tiendra à Hambourg les 7-8 juillet prochains ? Quelle avait pu être la raison d'un tel empressement ?

Le lieu, Versailles, et la date, le tricentenaire du séjour de Pierre le Grand, nous mettent-ils sur la piste ? Macron aurait dit à Poutine : « l'Histoire nous dépasse ». L'Histoire ? Qui peut aujourd'hui encore prétendre s'identifier à l'Histoire ? A la vérité, fort peu de nos contemporains. Certains s'en gardent bien comme la chancelière allemande. On sait pourquoi. Il faut encore avoir atteint une position suprême : chef d'Etat s'y prête mais pas chef de gouvernement - la prétention à ce niveau serait ridicule -, d'un Etat multiséculaire qui ait le sens de l'histoire - les Etats-Unis ne l'ont pas -, et qui soit resté égal à lui-même - la perte du califat disqualifie la Turquie d'Erdogan. Il ne nous reste guère que Xi Jinping, Poutine et Macron.

Quelle Histoire ? Pris de court, le commentateur n'avait d'autre recours que de se plonger dans les

« mémoires » de Saint-Simon qui content par le menu ce fameux séjour de Pierre le Grand qui dura un mois et demi du début mai à la mi-juin 1717, principalement dans Paris. En l'occurrence, le petit duc n'est pas seulement friand d'anecdotes mais dévoile l'enjeu fondamental du voyage qui pose la question de l'orientation de la politique étrangère du Régent, son ami le duc d'Orléans.

Écrivant avec un recul de trente ans, Saint-Simon regrette « le fol mépris que nous avons fait de la Russie ». Le Régent et son principal ministre, l'abbé Dubois, étaient restés sourds aux appels du Tsar qui désirait l'alliance avec la France pour des raisons bien précises qui tenaient à ses ambitions. Il s'agissait déjà à l'époque de la Baltique et de l'Ukraine que Moscou disputait à la Suède et à la Pologne, lesquelles étaient d'ailleurs des puissances autrement plus fortes qu'aujourd'hui. Notre avantage à conclure était moins évident.

L'opinion de Saint-Simon était encore discutée en 1892 lorsque finalement cette alliance se noua. Emile Bourgeois, dont « le manuel de politique étrangère » paru en 1893 fut la référence de plusieurs générations de diplomates et était estimé par Bainville, s'inscrit en faux contre le mémorialiste. Selon lui, l'art du tsar fut de savoir exploiter les divisions internes des Européens : « la Russie, écrit-il, depuis et comme Pierre le Grand, a su à merveille ranimer les procès pendants entre la France et l'Allemagne ; elle en vit, garde les objets en litige, et laisse aux plaideurs les écailles. »

Le maintien de l'unité entre France, Allemagne et Angleterre sur la question de la Crimée et leur immobilisme en matière de sanctions, maintenant que les élections françaises, britanniques et allemandes ont eu lieu ou sont, pour les dernières, considérées comme acquises, met la Russie au pied du mur. Si elle ne peut pas placer de coin entre l'un et l'autre, son jeu

traditionnel de bascule est enrayé. L'affrontement bloc à bloc est-il inévitable ? L'argument ne paraît pas faire peur en tout cas aux Européens. Ceux-ci ne redoutent pas l'Eurasie car ils savent que ce n'est pas Moscou qui est leader mais la Chine. L'autre alternative pour Moscou serait une entente directe avec Washington par-dessus la tête des Européens. C'est sans doute une raison pour laquelle la liaison suspecte entre Trump et Poutine avant les élections fait tellement recette dans les médias européens et dans tout ce qui aux Etats-Unis penche pour l'Europe, Poutine n'a aucune raison de leur faire de cadeau. Cela lui est plus difficile dès lors que l'Inde et la Chine se solidarisent avec Paris notamment sur le climat. Une nouvelle ligne de partage géopolitique sur ces prémisses serait favorable à la France.

Si la division entre Trump et les Européens s'approfondissait, Poutine jouera sur les dissensions en Europe, mettant encore plus à l'épreuve les solidarités européennes. Elles ne lui gagneraient aucune alliance. A supposer que le souci de ses alliances à l'Ouest soit toujours le sien, si le but est toujours de réintégrer le G 8 et de renouer un partenariat avec l'Alliance atlantique et avec l'Union européenne, Poutine n'obtiendrait aucun de ces résultats par une stratégie de tension. La question que le Kremlin devrait plutôt se poser est inverse : qu'est-ce que la Russie peut proposer pour gagner l'oreille des Européens ? Qu'est-ce qui peut être attractif pour eux dans la relation avec Moscou ? Quel terrain d'accord tripartite ou quadripartite peut-on trouver en Europe ? Quels sont les intérêts mutuels ?

Jusqu'à présent, la disposition d'esprit de Poutine telle qu'elle s'est encore manifestée à Versailles n'a pas emporté l'adhésion des dirigeants de l'UE. En attendant que la conjoncture change, il doit faire pour les cinq ans à venir avec les vainqueurs des urnes.

Yves LA MARCK

« La mondialisation est l'excuse des nuls »

Conseiller technique au secrétariat général de la Présidence de la République de 1981 à 1988, Alain Boublil a joué un rôle important dans la mise en œuvre de la politique industrielle de François Mitterrand. Il a ensuite dirigé le cabinet du ministre de l'Économie Pierre Bérégovoy et occupé de hautes fonctions dans l'industrie. En 1994, il a fondé la société de conseil AB 2000 qu'il dirige toujours. À l'occasion de la sortie de son dernier livre, bilan de 40 ans de vie économique et politique, il nous a donné rendez-vous pour un entretien sans préjugés.

Royaliste : La mondialisation a été un des enjeux de la campagne présidentielle. Qu'en pensez-vous ?

Alain Boublil : Tout d'abord, je veux vous dire que je ne suis pas royaliste, mais que je respecte votre tradition politique et toute l'histoire de la France. La critique de la mondialisation repose sur un malentendu. Nous n'avons pas le choix. C'est un phénomène irréversible. L'ouverture de la France sur le monde est la condition de son rayonnement et de sa prospérité. Pour pouvoir vendre ailleurs, il faut avoir le droit d'acheter ailleurs. Si on ne le comprend pas, on ne comprend rien à l'économie. Que serait Michelin sans la mondialisation ? Il faut changer la culture économique de nos concitoyens pour qu'ils prennent conscience que le chômage, les déficits, les dettes, ce n'est pas toujours de la faute des autres. Nous devons procéder à une sorte de révolution culturelle.

Royaliste : Que voulez-vous dire ?

Alain Boublil : Le facteur déterminant pour l'emploi, la balance commerciale, les déficits, ce sont nos décisions de consommation, d'épargne et d'investissement.

Acheter un produit fabriqué en France permet aux consommateurs de récupérer la différence de prix éventuellement consentie, au travers des avantages sociaux financés par la production nationale. Si les Français le comprenaient, ils deviendraient eux aussi les grands bénéficiaires de la mondialisation. Mais contrairement à ce qu'affirment les tenants de la pensée libérale, l'équilibre ne viendra pas tout seul. Il faudrait que les médias et les politiques l'expliquent, sans verser dans l'invocation maladroite d'un « patriotisme économique » qui évoque inconsciemment le sacrifice alors qu'en modifiant un peu leurs comportements, les français pourraient profiter de la mondialisation au lieu de croire qu'ils en sont les victimes.

Royaliste : La mondialisation n'est-elle pourtant pas directement responsable des délocalisations ?

Alain Boublil : La mondialisation, c'est l'excuse des nuls. La ré-industrialisation, c'est l'affaire des entreprises. J'ai eu deux maîtres, François Mitterrand et Jack Welch, patron de General Electric. Ils m'ont fait confiance. Le président Mitterrand avait peu de goût pour la macro-économie, mais il avait une connaissance fine de l'entreprise, du fait de son environnement familial et des amitiés qu'il avait nouées tout au long de sa vie. Nombre de dirigeants d'entreprise ont commis des erreurs stratégiques. L'exemple de l'industrie automobile est éloquent. Les

fabricants allemands ont concentré la valeur ajoutée sur leur territoire où ils créent des emplois et à partir duquel ils exportent. Les dirigeants français ont fait l'inverse. Dès que leur situation financière a été rétablie au début des années 1990, les entreprises françaises, comme Renault, se sont lancées dans une frénésie d'acquisitions au prix d'un lourd endettement, avec pour conséquence des délocalisations massives et des pressions sur le personnel. Et la valeur de Renault est bien faible quand on soustrait sa participation dans Nissan. Peugeot, sauvée par l'État en 2013, a maintenant pris la trajectoire opposée.

Royaliste : Mais Peugeot n'a-t-elle pas fait alliance avec des Chinois ?

Alain Boublil : Dans les médias, dès que quelque chose se fait en Chine ou avec la Chine, c'est mal. Soit ça ne va pas durer, soit on va être volés. Alstom a commis une erreur historique. La Chine était le seul grand marché où l'entreprise pouvait se développer. Alstom a refusé de s'allier avec des Chinois par peur du vol de technologie. En Chine aujourd'hui, la construction de centrales électriques est un marché porteur et le pays a réalisé le premier réseau de TGV au monde. Pour gagner, il faut savoir nouer des alliances avec des partenaires avec une stratégie adaptée. En matière économique, comme en matière militaire, on gagne les batailles grâce à des alliances. Ariane, Airbus ou la production de moteurs d'avion le montrent bien.

Royaliste : Vous avez contribué à la définition et à la mise en œuvre des nationalisations. Êtes-vous toujours favorable à une intervention de l'État dans l'économie ?

Alain Boublil : J'ai intitulé mon précédent livre *Le Nouvel État stratège* (L'Archipel, 2014). Nationaliser reste parfois nécessaire. Les chantiers de Saint Nazaire, par exemple, vont passer sous le contrôle d'un concurrent. C'est dangereux et absurde. L'État, dans ce cas, a été trop timide. Quoi qu'il en soit, le capital d'une société

doit être adapté au marché et à ses besoins. Il peut évoluer, et une société qui a l'Etat comme actionnaire et qui est cotée en bourse comme EDF reste une société de droit privé.

Royaliste : L'Europe n'a-t-elle pas sa part de responsabilité dans les problèmes que nous connaissons ?

Alain Boublil : François Mitterrand a dit que le nationalisme, c'était la guerre. L'Europe est une source de paix. C'est le sens de l'histoire. Mais l'Europe sera ce que nous en ferons. Les Anglais ne s'y sont jamais impliqués. La France doit s'imposer si elle veut mieux s'en tirer en Europe. Pour le faire, il faut avoir compris comment ça marche et en avoir la volonté. En Europe, le démantèlement des services publics est réversible. C'est une question de rapport de forces. Nous avons été passifs. Nous ne nous sommes pas rendu compte, à la suite de l'unification de l'Allemagne, qu'elle deviendrait plus lourde à manoeuvrer. En 2003, quand l'Allemagne a demandé une dérogation à la règle des 3%, nous l'avons acceptée au lieu d'imposer, en échange, une révision des règles du Traité de Maastricht. La France doit être ferme car l'Allemagne ne peut pas se permettre de voir la France quitter l'Europe.

Royaliste : L'Allemagne ne tire-t-elle pas sa puissance de l'euro ?

Alain Boublil : Nous aussi nous en profitons en bénéficiant de faibles taux d'intérêt grâce à l'euro. Ce n'est pas assez pris en compte. Nous avons à gérer nos différences structurelles. L'écart de la dette publique entre la France et l'Allemagne est dû à nos dépenses militaires. Mais nous ne soulevons pas ces questions. François Hollande a très bien géré la crise de l'euro, consciemment ou non. C'est donc possible. Aujourd'hui, il y a un regain de tension. Pour la dette, il y a une confusion entre celle des ménages et celle de l'Etat. La dette n'est pas un problème à partir du moment où l'épargne financière des ménages est supérieure à la dette publique. De plus, la balance des paiements de la zone euro est excédentaire. Il est donc grand temps de réviser les critères.

Royaliste : La régression sociale à laquelle on assiste est-elle irréversible ?

Alain Boublil : Le progrès social n'est pas incompatible avec le progrès économique. L'histoire du monde le démontre depuis un siècle et demi. Mais tout dépend de la manière dont on partage la valeur. Je suis un anti schumpétérien de base, contre la théorie de la destruction créatrice. Les GAFAs ont réussi à valoriser les innovations qu'elles produisent, même si elles bénéficient, il est vrai, de l'optimisation fiscale. Air Liquide ou L'Oréal, sont des vitrines sociales. Les employés sont bien payés, il n'y a pas de discrimination. Ce qui fait le succès allemand, c'est une stratégie de localisation, mais aussi de partage du pouvoir et des profits. Enfin, la puissance du mouvement d'innovation est telle qu'on doit pouvoir travailler moins.

Royaliste : Vous continuez à être favorable à la réduction du temps de travail ?

Alain Boublil : Entre 1997 et 2002, quand la France a adopté les 35 heures, plus de 2 millions d'emplois ont été créés. Les chiffres parlent. Le procès de cette réforme se justifie uniquement pour les services publics et en partie pour les services hospitaliers. Mais aucune entreprise depuis son adoption n'a voulu remettre en cause les 35 heures. Il ne faut pas mélanger les enjeux politiques avec la vie concrète de l'entreprise. En 1982, par exemple, le coût de la création de la cinquième équipe pour les travailleurs sous le régime des 3x8 a été compensé par la diminution de l'absentéisme et plus de bien-être social.

Royaliste : Votre livre dresse un bilan sévère de la politique de François Hollande.

Alain Boublil : Après la crise de 2007-2008, Angela Merkel a facilité le recours au chômage partiel et a sécurisé ainsi l'emploi. En France, on a fait l'inverse avec la défiscalisation des heures supplémentaires. En 2013, on a voulu à la fois introduire le CICE et réduire le déficit budgétaire.

Cela a conduit à un choc fiscal, à la stagnation économique et à la montée du chômage. Les politiques d'offre et de demande doivent être adaptées aux circonstances.

Royaliste : Vous n'épargnez pas non plus le Parti socialiste auquel vous aviez adhéré en 1975.

Alain Boublil : L'ouverture sur le monde est irréversible, le progrès technique s'accélère. La réflexion politique doit intégrer ces évolutions. Il y a énormément d'idées fausses sur la compétitivité, la dette. Les think tanks soutiennent des idées préconçues. Il faut mettre autour d'une table des gens qui discutent, comme a su le faire François Mitterrand. Le PS est devenu un organisme de gestion de carrières et de distribution de postes. N'ayant pas su mobiliser sur les thèmes sociaux, il a voulu mobiliser sur les questions écologiques. Le contenu n'a aucun sens. C'est de la patapolitique. Il y a 35 millions de logements en France. Si on en rénove trois cent mille et qu'on réduit la consommation d'énergie de 30 % par an, il faudra un siècle pour aboutir à une économie significative. Il n'y a aucun rapport entre les effets d'annonce et les réalités concrètes. Un grand parti ne peut pas dire n'importe quoi. Ce qui permettra de réduire significativement l'émission des gaz à effet de serre, c'est le remplacement des centrales à charbon par celles fonctionnant au gaz naturel comme le montrent les chiffres aux Etats-Unis et en Chine. Je suis par ailleurs contre le revenu universel, pour les prestations sociales. La priorité est de donner du travail à ceux qui n'en ont pas.

**Propos recueillis par
Laurent LAGADEC**

Alain Boublil, ***Une vie avec la gauche***, l'Archipel, mars 2017.

Le blog Alain Boublil « *pour déchiffrer & dé-chiffrer* » l'économie : ab-2000.com

Pensez à la souscription !

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Vie et mort des droites

L'historien Gilles Richard a publié chez Perrin une nouvelle Histoire des droites en France. Dans cet ouvrage qui devrait devenir la référence en la matière, il livre une étude en profondeur de la naissance, de l'évolution et de la disparition des grandes familles politiques « de droite » depuis la Restauration.

Le premier apport du travail de Gilles Richard – non le moindre – est de sortir définitivement de la catégorisation de René Rémond qui faisait école depuis plus d'un demi-siècle. L'affrontement des droites légitimiste, orléaniste et bonapartiste a été une réalité indéniable de Waterloo à Sedan mais le triomphe de la République à partir des années 1870 a provoqué la mutation des forces conservatrices. L'analyse par filiation perd toute pertinence lorsque apparaissent des familles de pensée auparavant inexistantes. Gilles Richard convainc sans difficulté que le triple cadre de Rémond est inadapté à la compréhension du nationalisme, du libéralisme, de l'agrisme ou de la démocratie-chrétienne, familles apparues précisément du fait de l'érosion des partis monarchistes et impériaux. Le gaullisme symbolise avec éclat l'existence de courants distincts des trois droites de la première moitié du XIXe siècle. Pour Gilles Richard, le gaullisme serait à classer comme une forme de nationalisme, certainement pas de bonapartisme ; son analyse complète en cela celle de Patrice Gueniffey dont le dernier ouvrage distinguant l'Empereur du Général a été récemment recensé dans les colonnes de Royaliste.

Depuis la Restauration, droites et gauches sont interdépendantes. L'inertie des unes favorise l'hégémonie temporaire des autres, l'offensive du premier camp la nécessaire recomposition du second. Dominatrices, les

droites l'ont été : de la « chambre introuvable » de 1815 à la révolution de 1848, de « l'ordre moral » de 1871 à la crise du 16 mai 1877, ou plus récemment de 1958 à 1981 et de 2002 à 2012, malgré la division devenue irréductible entre gaullistes et libéraux. Mais l'auteur souligne que le plus grand triomphe des droites fut sans doute 1940 et la mise en place de l'État français sous l'autorité du maréchal Pétain. Vichy a permis au programme antirépublicain et anti-laïc de s'imposer après des décennies de combat et d'échec, comme l'a illustré la crise boulangiste. Il en fut des idées comme des hommes et Gilles Richard reconnaît dans Vichy le gouvernement de personnalités de droite pour l'essentiel et, à ce titre, n'entre pas dans la polémique suscitée par Simon Epstein lors de la publication d'Un Paradoxe français (2008). Pour autant, deux phénomènes justifient que le naufrage vichyssois n'ait pas été celui des droites dans leur ensemble : les défections progressives de figures de la droite parmi les soutiens à la politique de Pétain et la présence significative d'hommes de droite de toutes les obédiences dans la Résistance.

Pour chaque période abordée, l'auteur pénètre la multitude des clubs et des ligues politiques, devenus souvent des partis avec la loi sur les associations de 1901. Multitude complexifiée encore par la constitution stratégique de différentes unions fédératives et groupes parlementaires aux contours mouvants. Ce travail de recontextualisation titanesque permet de poser un regard plus critique sur l'action de vieux partis dont la mémoire collective a gardé une image positive à l'instar du Parti radical et ses incessants louvoisements. Il permet dans le même temps de réhabiliter des formations tombées dans l'oubli malgré leur influence du moment. Il en est ainsi du Parti social français auquel est consacré un passionnant développement. Fondé par François de La Roque, ancien Croix-de-Feu,

le « PSF » a compté à la veille de la Seconde guerre mondiale plus d'un million d'adhérents, ce qui en fait le parti le plus puissant de l'histoire de France, redouté par tous ses rivaux dans la perspective des législatives de 1940... opportunément repoussées par décret en raison de l'ouverture des hostilités !

Doté d'une organisation moderne, d'une base militante active et très féminisée, rejetant de surcroît l'antisémitisme des milieux nationalistes, le PSF n'a pas été l'antichambre du fascisme mais le porte-étendard de la doctrine sociale de l'Église. L'essor du PSF a été interrompu par la guerre et l'irrésolution de son fondateur à rejoindre les constituants de la France libre. Contrairement à une idée reçue, l'organisation de partis de masse n'est donc pas l'apanage des gauches. Le premier parti d'envergure en France ne fut-il pas l'Alliance libérale populaire du catholique ultramontain Jacques Piou, forte de ses 250 000 adhérents en 1905 et de ses 2 000 comités territoriaux ?

Quoiqu'il fasse œuvre d'historien, Gilles Richard ne s'interdit pas la prospective et, en cela, les ultimes chapitres et la conclusion de son Histoire des droites, rédigés en décembre 2016, préfigurent assez bien ce que vit la France depuis le 23 avril dernier. Le lecteur ne manquera pas de voir comme une prémonition, derrière l'opposition parfaite que propose l'auteur dans ses pages finales entre le libéralisme d'Emmanuel Macron et le nationalisme de Marine Le Pen. La qualification au second tour de la présidentielle 2017 de ces deux figures stéréotypales efface le critère de distinction entre droite et gauche qui avait cours depuis l'entre-deux-guerres : celui de la République sociale. Le consensus se noue aujourd'hui autour du démantèlement de cette dernière et Gilles Richard accorde à Bruno Mégret d'avoir, il y a vingt ans déjà, compris que le combat des libéraux mondialistes contre les courants nationalistes deviendrait le nouveau clivage de la politique française.

Pierre NAULENT

Comprendre la V^e République

Directeur-adjoint honoraire de l'ENA et professeur émérite à la Sorbonne, Jean-François Kesler offre aux citoyens le traité sur nos institutions politiques qui leur sera indispensable pour comprendre les transformations passées et à venir de la V^e République.

Le livre est à consulter chaque fois que l'on éprouve un doute ou que l'on s'avoue une ignorance en suivant le fil de l'actualité (1). Qu'est-ce qu'une ordonnance ? Qu'en est-il du pouvoir réglementaire ? Quel est le rôle du député ? Où en sommes-nous dans le processus de décentralisation territoriale ? Jean-François Kesler ne s'est pas contenté de rassembler de vastes connaissances historiques, juridiques et sociologiques : sa manière de les mettre en perspective, directement utile dans le débat politique, permet de corriger le récit médiatique, toujours riche de clichés, et les fictions entretenues par maints dirigeants politiques et qui finissent par les abuser. Marine Le Pen, par exemple, annonçait que le peuple allait, grâce à elle, prendre le pouvoir, oubliant comme les autres candidats qui promettent tout et n'importe quoi que le président de la République ne dispose ni du pouvoir législatif ni du pouvoir réglementaire. Jean-Luc Mélenchon continue à dénoncer le césarisme du général de Gaulle au mépris de l'histoire. La récente campagne présidentielle a produit comme les précédentes la fiction d'un absolutisme présidentiel, auquel a répondu cette année le fantasme d'un populisme de gauche qui militerait pour une souveraineté populaire directement exprimée.

Quant à la fonction présidentielle, la mise au point de Jean-François Kesler est tout à fait éclairante. Il faut selon lui distinguer la Constitution de la V^e République, dont la genèse est précisément retracée, des trois régimes qui se sont succédés. On l'oublie trop souvent, notre Constitution est d'essence parlementaire et le phénomène majoritaire ne lui est pas consubstantiel. C'est la Constitution d'une « monarchie républicaine » - la définition est de Michel Debré, reprise par Maurice Duverger - qui peut fonctionner selon diverses modalités. Nous avons en effet connu :

- un régime « personnel », gaullien, de 1958 à 1969. Jean-François Kesler observe que « de Gaulle n'a pas été seulement un monarque républicain, il a été aussi, malgré les apparences, un monarque parlementaire, conformément à l'esprit de la Constitution de 1958 et ceci, dès la Libération, avant même la naissance de la V^e République. En effet, à la Libération la majorité est nettement à gauche et le gouvernement de Gaulle est le plus à gauche que la France a jamais connu, comme l'a fait remarquer François Furet. Au contraire, sous la V^e République, la majorité est à droite et la politique intérieure s'en ressent.

Le Premier ministre a d'ailleurs bénéficié, sous le pouvoir personnel de de Gaulle, d'une latitude d'action qu'il ne retrouvera pas par la suite (et certains ministres aussi). Mais la politique extérieure ne varie pas du gaullisme I au gaullisme II : elle est animée par le souci prioritaire de la grandeur de la France ».

- un régime « présidentieliste » de 1969 à 1986 (présidences Pompidou, Giscard et Mitterrand ; de 1988 à 1993 (présidence Mitterrand), de 1995 à 1997 (présidence Chirac) et depuis 2002 (présidences Chirac, Sarkozy et Hollande).

- un régime parlementaire de 1986 à 1988, quand Chirac était le Premier ministre de Mitterrand, de 1995 à 1997 (quand Balladur était le Premier ministre de Mitterrand) et de 1997 à 2002 (quand Jospin était le Premier ministre de Chirac).

Ces deux derniers régimes ne sont pas équilibrés. La monarchie républicaine « présidentieliste » crée une verticale du pouvoir qui met à mal le système des médiations - surtout depuis l'adoption du quinquennat. La particularité de notre monarchie républicaine, lorsqu'elle fonctionne sur le mode parlementaire, c'est que dans ce type de régime le président de la République n'est pas l'arbitre selon l'article 5 de la Constitution mais le chef de l'opposition. La légitimité du chef de l'Etat devient dès lors hautement problématique dans un système politique déséquilibré, fortement conflictuel au sommet et tout entier tendu par la perspective de la bataille électorale. C'est dans les monarchies royales démocratiques et parlementaires que les principes républicains définissant le bien public (continuité de l'Etat, arbitrage, incarnation de la nation) sont effectivement assurés...

Depuis le départ du général de Gaulle, la fonction symbolique est fragile, voire évanescence et la monarchie républicaine subit de violents ébranlements. Par le bas puisque la décentralisation n'a pas fait progresser la démocratie, mais conduit au « sacre des notables » et des grands féodaux. Par le haut puisque maints abandons de souveraineté sont consentis au nom de la « construction européenne ». Dans l'administration aussi puisque Valéry Giscard d'Estaing a inauguré un système des dépouilles qui n'a cessé de s'amplifier. L'Ecole publique est quant à elle dans un état désastreux, sanctionné par une fuite massive vers l'enseignement privé. Le démantèlement des services publics industriels et commerciaux a privé l'Etat de ses moyens d'actions économiques. Dans ces conditions, l'évocation d'une hyper-présidence (sarkoziste) ou d'un président « jupitérien » depuis l'élection d'Emmanuel Macron relève de la fantasmagorie journalistique.

B. LA RICHARDAIS

(1) Jean-François Kesler, *Institutions et politique française*, L'Harmattan, 2017.

Du même auteur : *Histoire et politique française*, L'Harmattan, 2016.

L'ombre de Petlioura

L'acquittement de Samuel Schwartzbard, qui avait assassiné le chef nationaliste Simon Petlioura en 1927 à Paris, est aujourd'hui considéré comme un scandale à Kiev où l'on est en train de construire une mémoire nationale sur une histoire soigneusement élaguée.

Le 25 mai 1926 en début d'après-midi, un homme sort du Bouillon Chartier, rue Racine, et se dirige paisiblement vers le boulevard Saint-Michel. Au moment où il passe devant la librairie Gilbert, un passant aux allures d'artisan l'interpelle puis l'abat de cinq balles de revolver en criant : « *Assassin ! Voilà pour les massacres ! Voilà pour les pogromes !* ». L'assassin se laisse arrêter tandis que sa victime meurt peut après son arrivée à l'hôpital. Le lendemain, la presse annonce que l'*ataman* Petlioura, ancien président de la République ukrainienne et chef suprême de ses armées, a été tué par un juif-ukrainien, Samuel Schwartzbard, horloger de son état. La presse d'extrême-droite se déchaîne contre l'assassin, immigré apparemment typique du judéo-bolchévique, qui est acquitté en octobre 1927 au terme d'un procès retentissant. Pourquoi ?

Pour expliquer le jugement prononcé, Monique Slodzian nous plonge, comme naguère la Cour d'Assises de la Seine, dans l'histoire tourmentée de la fin de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile russe. Son livre, remarquablement documenté (1), décrit les convulsions qui ont marqué la première indépendance ukrainienne et porte notre attention sur la Galicie, ancienne pro-

vince autrichienne formée à partir du premier partage de la Pologne qui avait pour capitale Lemberg, devenue Lviv le 1er novembre 1918 lors de la proclamation de la République d'Ukraine puis retournée à la Pologne entre pendant l'entre-deux-guerres.

C'est dans l'une des régions de Galicie, la Podolie sous administration russe, que Samuel Schwartzbard avait passé son enfance. Une enfance juive, vécue dans la peur des pogromes et dans une perspective messianique qui conduisit le jeune homme au socialisme anarchisant, à l'exil en France puis au retour en Russie après 1917. Il combat à Odessa dans une Garde rouge multi-partisane puis affronte les nationalistes ukrainiens de Petlioura et l'armée blanche de Denikine. C'est alors qu'il est témoin des pogromes dont l'*ataman* Petlioura se vante pendant la guerre civile. Les défenseurs de Samuel Schwartzbard établiront la terrible responsabilité du premier président de la République ukrainienne. Pourtant, Simon Petlioura est aujourd'hui célébré à Kiev comme le père de la nation ukrainienne et ses crimes antisémites sont effacés avec autant de mauvaise foi que ceux de Stepan Bandera pendant la Seconde Guerre mondiale. Sous l'actuel président Porochenko, la haine des Russes et l'effacement de la mémoire soviétique tendent à faire oublier les actions génocidaires menées contre les Juifs et contre les Polonais. En Ukraine, l'heure des réconciliations n'a pas encore sonné.

Yves LANDEVENNEC

(1) Monique Slodzian, *L'Ukraine depuis le procès Schwartzbard-Petlioura*. (1927), éditions de La Différence, 2017.

Héritage

Un livre du gaulliste Alain Kerhervé rappelle opportunément la grande ambition du Général.

S'il considérait que « *la France ne peut être la France sans grandeur* », le Général de Gaulle s'est toujours préoccupé de la vie quotidienne des français. Sa politique sociale, qui trouve sa source dans les valeurs chrétiennes est guidée par l'idée que « *la seule politique qui vaille est celle de l'homme* », ce qui conduit à chercher une autre voie entre capitalisme et marxisme. Elle passe par un contrôle des « *grandes sources de la richesse nationale* » et une association des travailleurs à la conduite des entreprises. Reprenant pour partie le programme du Conseil National de la Résistance, le Général rétablira à la Libération les syndicats, instaurera notre système de sécurité sociale et de retraite par répartition et créera les comités d'entreprise. De retour au pouvoir en 1958, il voulut aller plus loin et défendit sa grande idée de la « *participation* », dans le cadre du plan et de la régionalisation, pour associer les travailleurs, non seulement aux fruits de l'expansion, mais aussi au capital et à la direction des entreprises. Portée par les « *gaullistes de gauche* » et l'amendement Vallon, cette grande réforme se brisera net sur l'hostilité des syndicats, du patronat et de son entourage conservateur, pour accoucher de la seule participation aux bénéficiaires.

Ancien militant de l'Union des Jeunes pour le Progrès et syndicaliste « libre », Alain Kerhervé se fait historien de cette ambition sociale dans *Une Révolution en héritage, La politique sociale de Charles de Gaulle* (Corsaires éditions, 2015). Ce livre mérite d'être lu alors que se préparent des réformes d'une toute autre inspiration. Son auteur, qui anime le site *gaullisme.fr*, appelle d'ailleurs à poursuivre l'oeuvre inachevée d'un gaullisme qui reste fécond.

L.L.



Irak, le 15 mai : Le prince Sharif Ali Bin al-Husseïn, actuel prétendant au trône, a été officiellement reçu par le président Mohamed Fouad Mas-soum. Désigné par les différentes tribus d'Irak, le prince a conduit une délégation afin de tenter de trouver une issue favorable à la réconciliation nationale.

Brésil, le 23 mai : Le prince Dom Louis-Gaston d'Orléans-Bragance, un des deux prétendants à la couronne impériale, a émis un communiqué affirmant que sa famille était désormais prête à aider le gouvernement, à coopérer avec celui-ci et trouver une solution à la « crise politique, morale et idéologique » qui frappe le pays. Selon le prince, âgé de 79 ans, le sentiment monarchiste ne cesse de croître dans le pays alors qu'un nouveau parti monarchiste (Movimento Real Brasil) s'est constitué il y a peu.

Cambodge, le 4 juin : Le parti royaliste Funcinpec a obtenu lors des dernières élections communales 111 190 votes soit 1,62% des voix et 27 conseillers communaux. Bien que le résultat soit faible, le parti du prince Norodom Ranharid, frère de l'actuel souverain, reste la 3ème force du pays. Le Khmer National United Party (KNUP), issu d'une scission avec le Funcinpec a obtenu 69 531 votes soit 1,01% des voix, 25 conseillers communaux et la gestion d'une commune.

Serbie, le 7 juin : Des anciens membres du parti monarchiste du renouveau serbe (SPO) ont constitué un nouveau mouvement monarchiste (Mouvement pour le renouveau du Royaume de Serbie) et fait leur entrée au parlement avec un député.

Frédéric de NATAL

Souscription 2017

Notre souscription annuelle est en cours. Elle nous permet de conforter l'existence matérielle de notre journal, qui ne bénéficie d'aucune subvention. Nous ne sommes qu'à la moitié de la somme dont nous avons impérativement besoin pour développer nos activités

Nous savons que vous ferez l'effort nécessaire avant les vacances d'été

Merci !

Voici la troisième liste : Jean-Marie Tissier : 164 €. Martin Hybler : 50 €. Arnaud Chabalière : 35 €. Pierre Peuch : 20 €. Maurice Asta-Richard : 25 €. Yves Lacoste : 120 €. Patrick Isambert : 100 €. Pierre-Henri Paulet : 25 €. Jean Dauvergne : 25 €. Philippe Dubois : 20 €. Bernard Thibault : 50 €. Jean-Pierre Dauvilier : 20 €. Philippe Clavel : 100 €. Philippe Parisy : 30 €. Jean-Marc Joubert : 30 €. Jacques Roué - Daëron : 100 €. Roseline Defranould : 30 €.

Total de cette liste : 944 €

Total des listes : 5179 €

Vous pouvez adresser vos chèques libellés à l'ordre de « NAR » à :

**Royaliste
Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris**

Erratum : Dans notre numéro 1124, l'article d'Yves La Marck a été malencontreusement introduit par quelques lignes venant du précédent numéro. Nous présentons nos vives excuses à nos lecteurs et à Yves La Marck.

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45). Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12€) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

**Mercredi 28 juin :
dîner amical à 20 h 00**

**Permanence à Paris :
samedi 24 juin de
15h30 à 18h00 dans les
locaux de la NAR**

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration :

**Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 01 42 97 42 57**

Directeur de la publication
Yvan Aumont

Directeur politique
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint
Christophe Barret

Com. paritaire
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Imprimerie spéciale de la N.A.R

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Face au bloc oligarchique

Le 21 mai 1981, François Mitterrand déclare que « *la majorité politique des Français, démocratiquement exprimée, vient de s'identifier à sa majorité sociale* ». Le 18 juin 2017, la minorité sociale qui a été démocratiquement élue ne correspond plus à la majorité politique et sociale et prend le risque de s'y opposer.

Lors de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a bénéficié d'un faible vote d'adhésion et d'un très fort courant « *dégagiste* » qui s'est ensuite reporté sur les candidats du parti présidentiel. La République En Marche a su profiter de la fragilité personnelle de François Fillon, qui a brisé la dynamique victorieuse de la droite, et exploiter la crise terminale du Parti socialiste en offrant une synthèse centriste à des gens de droite et de gauche qui étaient depuis vingt ans d'accord sur l'essentiel : les règles de l'ultra-libéralisme, la férule allemande, l'atlantisme.

La croisade antifasciste, le passif extrémiste du Front national, l'incapacité de sa cheftaine et l'erreur stratégique de Jean-Luc Mélenchon qui a privilégié la rupture institutionnelle au détriment de la politique d'indépendance nationale ont répandu l'inquiétude, dispersé les énergies et provoqué le découragement d'innombrables citoyens de la « *France d'en bas* ». Il ne faut pas s'étonner que l'électorat protestataire ait choisi le populisme d'extrême-droite, le populisme de gauche, le vote de rejet, le vote blanc ou encore l'abstention.

Appuyé sur une majorité parlementaire absolue qui bénéficiera de surcroît de l'opposition d'une droite « *constructive* », Emmanuel Macron est en mesure de rationaliser et de radicaliser le projet du bloc oligarchique avec l'appui du Medef, de la CFDT, de l'Institut Montaigne, de Terra Nova, des grands médias et des intellectuels organiques conduits par Jacques Attali et Bernard-Henri Lévy. Cette classe remarquablement mobilisée n'a pas dévoilé toutes ses intentions pendant la période électorale mais nous savons déjà :

- que l'Assemblée nationale est dominée par un parti-entreprise, créé selon les techniques de pointe du *marketing*. Cet appareil est chargé d'encadrer des députés qui se sont engagés à voter sans discuter les projets de loi alors que la démocratie parlementaire récuse le mandat impératif.



- que la haute administration va être soumise à une épuration minutieuse afin que les principaux serviteurs de l'État soient réduits à une fonction servile dans le parfait mépris de notre tradition administrative.

- que le gouvernement prépare la banalisation de l'état d'urgence par l'attribution aux préfets de pouvoirs hors du contrôle judiciaire.

- que le Code du travail va être réformé par ordonnances, selon le vœu du patronat, afin de renforcer la soumission des salariés et la précarité de leur emploi.

- que le gouvernement prépare les Français à subir une cure d'austérité renforcée, sur injonction de Bruxelles et pour tenter d'obtenir de Berlin la réforme de la zone euro qui lui sera refusée.

L'offensive esquissée en fin de période électorale va maintenant se déployer et nous allons en découvrir tous les axes. Pour résister à l'effet de sidération, il faut repérer au plus vite les faiblesses du commandement et les failles du dispositif. Emmanuel Macron est un remarquable propagandiste de lui-même mais la fluidité de son discours, son goût pour les assemblages de propositions contradictoires et l'indifférence courtoise qui est le propre de son milieu ne lui seront d'aucun secours lorsqu'il lui faudra trancher dans le vif pour faire les fameuses réformes.

Le bloc oligarchique va très vite révéler ses fêlures que les caciques – François Bayrou, Manuel Valls – ne manqueront pas d'exploiter car la logique de l'autopromotion individuelle a été exemplairement illustrée par Emmanuel Macron. De plus, la crise interne qui se développe et affaiblit le Front national va priver l'oligarchie du seul épouvantail dont elle disposait. Le populisme de gauche a un bel avenir devant lui, s'il accepte de rompre avec ses lourdeurs idéologiques et ses attitudes sectaires. Dans l'immédiat, c'est la mobilisation massive de la rue contre les ordonnances qu'il faut souhaiter et encourager.

Bertrand RENOUVIN